

**Entre théorie et empirie :
Pour une approche socio-anthropologique**

Abdelkrim ELAIDI
Université d'Oran

*Dans le Maghreb, seul le local est
vrai, mais seul le général est juste.*

Jacques Berque (1958).

Une longue fréquentation du terrain dans l'Ouest algérien, axée sur l'approche du rapport entre processus de transformation de l'espace rural et instance institutionnelle, nous a incité à poursuivre notre investigation au niveau d'autres acteurs sociaux que les *paysans*, à savoir les *jeunes* et les *femmes* en particulier, et à poser la question du rapport épistémologique entre théorisation et empirie à partir d'un renouvellement de l'approche socio-anthropologique par *la marge*.

Ce texte vise à expliciter une telle démarche, en la décryptant, en vue d'une contribution au débat portant sur le statut de la recherche empirique dans notre pays.

La démarche nous semblait, dès le début, légitime et se retrouvait déjà confortée, à notre sens, depuis l'apport jugé essentiel, dans ce domaine, de Gauthier de Villers, ancien enseignant-chercheur à l'Université d'Alger, pédagogue compétent et estimé, sous forme de thèse portant sur le thème du rapport entre pouvoir et question agraire (1978).

Le champ politique était, à l'époque, relativement mieux investi, au niveau qui nous intéressait, par les politologues (Leca et Vatin, 1975 ; Bedrani, 1973 ; Serradj, 1975) et les juristes, comme avec les travaux de Jean-Louis Autin et Ahmed Mahiou notamment, constituant d'importants apports et de stimulantes réflexions dans ce domaine.

Notre conviction s'est renforcée, depuis, que seul un renouvellement de l'approche et l'apport de matériaux nouveaux et inédits - sans pour autant exclure d'utiles réinterprétations de données déjà enregistrées ou traitées - sont susceptibles d'impulser, de nouveau, une telle réflexion sur le système social et politique algérien.

C'est d'ailleurs ce qu'indique Claudine Chaulet dans sa thèse de doctorat d'Etat lorsqu'elle parle de matériaux « hétéroclites » mis en œuvre pour le test de ses hypothèses : « Je n'apporterai pas de nombreuses données fondamentalement nouvelles concernant les problèmes de l'agriculture algérienne : ma contribution se réduira à une série d'interprétations et de mises en relation qui n'ont pas été mises à l'essai de

façon systématique jusqu'à présent, et peuvent compléter ou éclairer autrement, plutôt que remplacer, les connaissances acquises.» (Chalet, 1987 : 9-10)

Mais ceci pose la question de la valorisation des accumulations faites et l'exigence de la « spirale vertueuse », en matière de connaissances, dont parle Michel Crozier : il s'agit des échanges fructueux qui caractérisaient, selon ce dernier, les universités américaines des années soixante. L'auteur rapporte les réactions des étudiants à son enseignement du genre : « Vous dites cela, c'est très séduisant, mais est-ce qu'on ne pourrait pas dire aussi que... » ; « Votre analyse, ça me fait penser à... » ; « Tel que vous le présentez, le raisonnement ne tient pas, mais vous touchez là à quelque chose d'essentiel, qui pourrait mener à une autre interprétation intéressante... » (Crozier, 1980 : 49 ; 54-55). Il va sans dire que de tels échanges sont exceptionnels en Algérie, y compris parmi les universitaires et les chercheurs.

C'est en quelque sorte une façon de dépasser cette conjuration dont parle Abdellah Laroui, à propos d'un autre terrain il est vrai mais tellement réelle pour le nôtre, et qui « fait circuler les hypothèses les plus aventureuses pour finalement les imposer comme vérités acquises.» Laroui (1982 : 9-10) dénonce ainsi les historiens d'occasion et leur tendance à renvoyer les uns aux autres : « Les thèses, présentées par leurs auteurs mêmes comme des conclusions partielles et provisoires, sont reprises par des lecteurs pressés pour des résultats globaux et définitifs. »

Des recherches lancées depuis cette période (Addi, 1987, 1990 et 1995) ont renforcé cette conviction personnelle et nous ont incité à une reprise plus approfondie et plus systématique, tout en restant *sectorielle*, des recherches engagées depuis cette époque.

La mise en œuvre de certaines notions globales, comme celles de *stratégie* ou *voie de développement*, de *société civile* ou des « deux » sociétés *moderne* et *archaïque*, l'économie de *marché*, etc., accentue généralement l'illusion d'une saisie immédiate du réel.

Ces notions semblent se suffire à elles-mêmes comme *vérité* et *évidences* en dispensant d'aller plus loin par leur examen critique et l'analyse des processus travaillant en profondeur la société et déterminant la place des acteurs sociaux réels.

Mais la société est là : elle joue des tours aux représentations et demeure rebelle à certains volontarismes. Elle peut prendre, à sa manière, sa revanche comme lors de ce qui est appelé, par euphémisme, les *Événements* d'Octobre 1988.

Le sociologue estime qu'elle n'a pas toujours le dernier mot. Abordant le rapport « Femmes, travail et société » sur la base d'une enquête auprès des ouvrières, jeunes pour la plupart, de l'industrie électronique dans la région de Sidi-Bel-Abbès, Djamel Guerid (1994) conclue que « la société a donc toujours le dernier mot. » Pour lui, il n'est pas question de parler de désenfermement et de libération par l'usine car cette dernière est organisée sur le modèle familial hiérarchique et paternaliste et ce, d'autant plus que le travail de la femme est d'abord une décision du groupe.

C'est dire que nous sommes bel et bien face à une société sous-analysée, particulièrement dans certains de ses principaux segments, comme le monde rural, les jeunes, etc.

Prenons l'exemple de la catégorie des jeunes... Le discours sur la « jeunesse » est arbitrairement unificateur. La « jeunesse » ne serait alors qu'un mot, pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu (1980 : 143-154). Les jeunes constituent, pour ces représentations, une catégorie-objet tout en se voyant dotés paradoxalement, en terme de génération, d'une capacité de relève...

Société nettement sous-analysée puisque, par exemple, un fait considéré comme majeur, en l'occurrence les « Evénements d'Octobre » (1988), fondateur d'une nouvelle « ère », celle du « multipartisme » avec la Constitution du 23 février 1989, attend toujours un traitement à la hauteur de la signification et des retombées qui lui sont attribuées.

Il est vrai que l'étude de M'hammed Boukhobza (1991) avance des hypothèses sur les facteurs socio-historiques de la « rupture » (« La convergence des causes des événements d'Octobre 88 », pp. 17-68) et présente la situation de « l'après Octobre » (« L'après Octobre : la nouvelle Constitution et ses impératifs », pp. 69-122) mais n'est pas centrée sur les « Evénements » eux-mêmes. L'ouvrage de Abed Charef (*Octobre*, Alger, 1990) demeure celui d'un journaliste méticuleux.

Nous rencontrons également ces préoccupations chez des observateurs et des analystes. Gilbert Grandguillaume, de l'E.H.E.S.S. à Paris, se faisant l'écho de ses collègues chercheurs, exprima franchement, lors d'un séminaire organisé par le CRASC à Oran, en décembre 1993, le sentiment d'avoir perçu la société algérienne à travers le prisme, jugé déformant, de certains intellectuels algériens...

Par la suite, une étude collective sur la « crise algérienne », menée sous la direction de Rémy Leveau, examine, en milieu urbain, algérois surtout, les acteurs les plus « visibles » et aboutit à la conclusion que le « facteur essentiel et le plus mal connu » (Leveau, 1995 : 135) est justement la population.

Mais si la population constitue *une inconnue*, comme cela est expressément affirmé au terme de cette dernière étude - un paragraphe de cette conclusion est intitulé : « Une inconnue : la population » (p. 147 *sq.*), quelles sont les limites de certaines constructions et généralisations ?

A une époque relativement récente où c'était plutôt le discours déconnecté et faussement théorique qui l'emportait, l'on aurait été étonné d'entendre l'objection berquénne : « Que cela soit possible ou non, c'est à la monographie d'en décider. » Jacques Berque avançait cette proposition à propos de l'approche de la notion d'*identité collective* (Berque, 1970 : 41).

Il est vrai que l'approche empirique, quelle que soit ses prétentions, ne peut en aucun cas être assimilée à une simple description ou un enregistrement du réel.

Les faits enregistrés, au cours d'une monographie ou une enquête, comme le rappelle Lucien Goldmann, « ne prennent leur signification valable qu'à l'intérieur d'une vision d'ensemble qui sait les interroger et dégager le contenu humain qu'ils renferment. » Mais Goldmann pose une autre exigence : « Il faut cependant aller plus loin. Les données comme telles dépendent, elles aussi, de la vision consciente ou implicite de l'enquêteur. Il n'y a pas de faits bruts. Aucune enquête, aucune monographie n'est jamais intégrale. Elle ne pose que certaines questions à la réalité et choisit les faits à la lumière de ces questions. » (Goldman, 1978 : 48).

On connaît les vives critiques adressées à l'empirisme par les auteurs du *Métier de sociologue* qui, sur la base des célèbres formules de Ferdinand de Saussure (« *Le point de vue crée l'objet* »), de Marx (« [...] *la totalité concrète en tant que totalité pensée, concret pensé, est en fait un produit de la pensée, de l'acte de concevoir...* ») et de Poincaré (« *Les faits ne parlent pas* »), rappellent que le réel « n'a jamais l'initiative puisqu'il ne peut répondre que si on l'interroge. » (Bourdieu, Chamboredon et Passeron, 1980 : 54). Il n'est pas inutile de rappeler que le *Métier de sociologue*, dont la première édition date de 1968, était le bréviaire des universitaires algériens, enseignants et étudiants à la fin des années 60 et au cours de la décennie 1970.

Ce qui semble avoir été le plus retenu de cette critique, c'est non le rappel de la *hiérarchie épistémologique* des actes scientifiques face à la prétention de « l'impératif du constat » mais cette forte conclusion - de ce qui est devenu un guide - selon laquelle l'empirisme occupe, en sociologie, « *ici et maintenant, le sommet de la hiérarchie des dangers épistémologiques* », oubliant que les mêmes auteurs mettent l'accent, dans cet avertissement, sur les conditions historiques et sociales de la pratique sociologique (*Ibid.* : 95-106).

La critique de l'empirisme peut renvoyer aussi à l'approche de l'idéologie dominante et à l'analyse du *statu quo* « dans laquelle on considère

qu'il y a problème chaque fois que les normes du comportement social sont violées. » (Biarez et *al.* : 11).

D'une objection légitime faite à l'empirisme, l'on est passé allègrement à une dévalorisation de la recherche empirique et de l'indispensable commerce avec les faits.

On connaît l'objection à l'empirisme de Gramsci, dans ses *Notes critiques sur une tentative de « Manuel populaire de sociologie »* - il s'agit de l'ouvrage de N. Boukharine, 1921, traduit sous le titre : *La Théorie du matérialisme historique* : « La recherche d'une série de faits dont on veut trouver les rapports, présuppose un « concept » qui permette de distinguer cette série de faits d'autres séries possibles : comment se fera le choix des faits qu'on entend apporter comme preuve de la vérité de sa propre thèse, si l'on ne dispose pas antérieurement d'un critère de choix ? Mais que sera ce critère de choix, sinon quelque chose de supérieur à chacun des faits recherchés ? » (Gramsci, 1975 : 362). Wright Mills a consacré, de son côté, un chapitre entier à la critique de l'*empirisme abstrait* (Mills, 1971 : 55-80).

A tout moment, le tribunal de la « rigueur » épistémologique et du « Surmoi théorique », dont parle Olivier Schwartz, est dressé alors que l'empirisme peut être approché, pourquoi pas, comme attitude nullement naïve, celle de « s'en tenir aux faits », mais plutôt comme position réservée renonçant à un « modèle excessivement fort de rigueur ».

Cette conception de l'empirisme laisse, selon Olivier Schwartz, une certaine souplesse à l'ethnographie pour accueillir des situations ne se conformant pas à l'exigence méthodologique. Fondamentalement, la revendication de la dimension empiriste se base sur la reconnaissance que les matériaux recueillis et les opérations suivies « comportent nécessairement une certaine dose d'« impureté », c'est-à-dire d'inadéquation aux contraintes de validité et d'objectivation scientifique »... C'est finalement accepter une certaine dose d'incertitude et le « manque de garanties » caractérisant des niveaux du processus de connaissance (Schwartz, 1993 : 265-305).

L'effort d'analyse fondé sur le développement « intrinsèque » des problématiques théoriques a peu de chance d'aboutir à une connaissance ample de la réalité : il produit généralement, parce que stérile, des pseudo-abstractions.

Wright Mills renvoie dos à dos l'empirisme abstrait et la Suprême-Théorie : « Comme la Suprême-Théorie, l'empirisme abstrait s'attache à un moment du travail et le laisse accaparer l'esprit. Tous deux trahissent les tâches de la sociologie. Celles-ci ne sauraient se passer des soucis de

méthode et de théorie, mais ici ils deviennent par trop encombrants : l'inhibition méthodologique n'a d'égale que le fétichisme conceptuel.» (Mills, 1971 : 55).

Si la tension théorie / empirie est susceptible d'être productive, elle conduit, à coup sûr, à une impasse une fois perçue en terme de dilemme dont le chercheur doit se libérer - comme il doit se libérer des autres « dilemmes : objectivité / subjectivité, modernité / tradition, etc. - et dont parle Houria Benbarkat dans la conclusion de sa thèse (Benbarkat, 1989 : 310).

C'est dire que les propositions de Jacques Vignet-Zunz en matière de présupposés scientifiques d'une monographie, faites à partir d'un terrain algérien, sont rarement suivies ou discutées. Ces propositions sont contenues dans l'introduction à sa thèse consacrée à l'Ouarsenis (Vignet-Zunz, 1972) et développées quelques années plus tard (1976 : 67-73).

Rappelons-les en raison de leur importance. Elles sont au nombre de cinq :

Première proposition : *l'écriture (l'exposé) ne peut suivre le même principe que la lecture (la quête des faits).*

Deuxième proposition : *le mode d'insertion du sujet de l'étude dans l'ensemble des communautés-sœurs, est une des dimensions de cette étude.*

Troisième proposition : *le sujet, situé dans son cadre, doit s'ouvrir aux comparaisons.*

Quatrième proposition : *la société, saisie à un moment de son existence, doit être restituée dans son mouvement.*

Cinquième proposition : *la monographie, si elle ne s'ouvre pas nécessairement par une problématique, doit déboucher par contre sur une problématique - ou elle n'est pas monographie scientifique.*

C'est dire aussi, et en d'autres termes, que le *général* et le *particulier* furent posés, globalement et la plupart du temps, comme entités ou niveaux opposés alors qu'ils ont intimement partie liée.

Il va de soi que le débat ne porte nullement sur la position durkheimienne cherchant le phénomène collectif dans chaque partie « parce qu'il est dans le tout » (1968 : 10), ou considérant que « c'est le tout qui, dans une large mesure, fait la partie » Il s'avère impossible d'expliquer le tout sans la partie, au moins « par contrecoup » (1970 : 314).

Le rapport entre le général et le particulier sera soulevé, plus tard, par l'important article de Marcel Mauss et Paul Fauconnet : « La sociologie : objet et méthode » publié en 1901.

Il est vrai que l'appréhension à la fois interne et externe d'un fait social n'est pas des plus faciles. Pour s'en convaincre, il suffit de relire ce

qu'en dit Claude Lévi-Strauss dans sa célèbre « *Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss* » : « Pour comprendre totalement un fait social il faut l'appréhender *totalement*, c'est-à-dire du dehors comme une chose, mais comme une chose dont fait cependant partie intégrante l'appréhension subjective (consciente et inconsciente) que nous en prendrions si, inéluctablement hommes, nous vivions le fait comme indigène au lieu de l'observer comme ethnographe ». Mais Lévi-Strauss s'interroge sur la possibilité d'atteindre une telle ambition (Lévi-Strauss, 1995 : XXVIII).

La réflexion aurait pu être néanmoins nourrie de cette proposition de l'ethnologue Marc Augé, faite entre deux stations de métro, suggérant la nécessité d'appréhender « toute individualité comme récapitulant à elle seule le tout du social ». En fait, la monographie s'avère être d'une grande difficulté du fait que « *le monos* de monographie signifie tout autant la totalité que l'unité : un seul mais tout entier ». (Augé, 1991 : 87, 102). Elle demeure, malgré sa réelle difficulté, jugée excellente comme pratique ethnographique.

Quand il n'est pas dévalorisé ou délaissé, le *local* lui-même n'est perçu que comme simple illustration (« étude de cas », etc.) d'une réalité qui le transcende alors qu'auraient pu être méditées plusieurs intuitions de Jacques Berque comme celle ramassée dans cette séduisante formule (1958) : « Au Maghreb, seul le local est vrai, mais seul le général est juste ».

Dans cette quête monographique, la recherche documentaire n'est pas des plus aisées mais il est rare que le chercheur exprime sa satisfaction d'avoir pu, sans trop de difficultés, la mener à bien comme le fait volontiers Georges Mutin (1977 : 5) dès les premières pages de sa remarquable thèse : « Ecrire que la recherche de la documentation nécessaire fut toujours aisée serait mentir. Il faut bien reconnaître que la curiosité « universelle » du géographe peut parfois - et à juste titre - intriguer. Sur certains points, l'argumentation pourra paraître faible. Néanmoins rien d'essentiel ne nous a manqué. »

A la recherche des informations statistiques, le chercheur (Hadjidj, 1982 : 15-16) fait l'expérience de leur notoire insuffisance mais aussi de la multiplicité de leurs sources - ce qui l'incite à se poser la question de la crédibilité de ces dernières et de la fiabilité de l'information recueillie. Mais pourquoi se plaindre d'être contraint de faire preuve de patience et d'imagination (*Ibid.* : 15) en faisant recours, bien des fois, au « canal officieux » ?

Il n'est pas illégitime de mettre l'accent sur les difficultés de la recherche sur le terrain et ses obstacles. C'est ce que fait, par exemple et à juste titre, Aïssa Ouitis dans sa remarquable thèse sur *Le symbolisme « magique » dans le Sétifois* (1979 : 7-10). Le chercheur avait pointé, dans un

travail antérieur, les difficultés d'une recherche portant sur la magie et les comportements symboliques, et les problèmes de la collecte des matériaux liés à l'attitude globale de l'environnement vis-à-vis d'un tel thème (1977 : 11-12). Mais la difficulté ne se limite pas uniquement à cette question puisque qu'elle concerne également celle de la détermination et du choix des informateurs.

Ayant bénéficié de facilités dans un premier temps, un chercheur peut se retrouver, par la suite, devant des obstacles insurmontables. C'est le cas, par exemple, de Pierre Lenormand (1975) qui a dû interrompre une recherche en Oranie après avoir réalisé auparavant un travail sur le terrain.

Mais la dénonciation des obstacles dressés face aux enquêtes se transforme, dans de nombreux autres cas, en incrimination prenant comme bouc émissaire la Bureaucratie, et devient une litanie justifiant, la plupart du temps, l'indigence des matériaux recueillis et les multiples carences de l'enquête. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir l'introduction de nombreux magisters en Sciences sociales, soutenus depuis les années 1980 et 90 dans les universités algériennes.

On a l'impression parfois que le chercheur aurait souhaité disposer de données *quantitatives déjà élaborées* et directement exploitables.

Des responsables locaux et des gestionnaires dans les administrations et les entreprises publiques se plaignent, de leur côté, d'une absence de retour : le chercheur lui-même, individu ou collectif, se donne rarement la peine, une fois son travail réalisé, d'en rendre compte à l'institution qui lui a ouvert ses portes - services, entreprises, unités, etc.

Quant à une éventuelle restitution aux enquêtés eux-mêmes, il en est rarement question. Des équipes tiennent cependant à une telle restitution et à l'exigence d'une réflexion sur les difficultés soulevées par les approches méthodologiques.

C'est ainsi que les problèmes de méthode, appliqués à différents terrains et milieux en Algérie (cités, entreprises, femmes, etc.) ont fait l'objet d'une réflexion, à l'Université d'Oran, dans le cadre d'une équipe (Laboratoire de Recherche en Anthropologie de la Vie Quotidienne, LARVIC) animée par Djamel Guerid (Guerid et *al.*, 1988) et d'un Groupe de Recherche en Anthropologie de la Santé (GRAS) animé par Mohamed Mebtoul, à qui on doit une anthropologie de la proximité (1994).

Un des handicaps de la recherche scientifique, en Algérie, réside dans les problèmes liés à la mémoire scientifique : accumulation de données et des connaissances produites.

Cette question n'est pas à approcher uniquement en termes d'état de l'appareil statistique et d'obstacles bureaucratiques. Il y a certainement aussi cette idée, chez de nombreux chercheurs, que la connaissance est une

production ex nihilo, et cela n'est certainement pas sans rapport avec le volontarisme ambiant.

On a pu évoquer, à juste titre, une absence, « à peu près totale », d'accumulation en matière de connaissance des sociétés arabes (Colonna, 1991 : 5-13).

Il nous suffit d'aborder un thème aussi délicat que celui de la religion, vite qualifiée de « parente pauvre » des sciences sociales, pour se retrouver devant une recherche documentaire approfondie montrant toute la richesse du corpus recueilli tout en soulignant le problème de continuité et de cumulativité dans ce domaine : « Et fait significatif, les travaux des uns semblent totalement ignorés des autres puisque rarement cités. Tous se réfèrent à la littérature coloniale et très peu à la production contemporaine. Cet état des choses entrave l'accumulation du savoir scientifique produit hors des cadres institués et laisse dans l'ombre des œuvres de qualité. » (Andezian, 1993 : 381-395).

On peut se plaindre de la non disponibilité de telle ou telle statistique mais l'on ne peut toujours crier à l'absence de *données* quand le réel surabonde et quand la difficulté réside principalement dans l'approche...

En fait, on semble oublier que ce qui prime ou doit primer, en sociologie et en anthropologie, c'est l'approche des sens et des significations plutôt que des « grandeurs » (Berque, 1970 : 328), la sensibilité au *ton de la voix* (Augé, 1991 : 110).

Il va de soi que la systématisation, même prématurée, constitue une étape nécessaire en matière de recherche. Elle ne doit pas, néanmoins, s'opposer à la réévaluation de l'interprétation proposée ni à l'indispensable remaniement de l'élaboration théorique devant un démenti opposé par la réalité. Elle ne doit pas être assimilée, en tout cas, à une orchestration abstraite ni à une spéculation sur des idées pures, comme dit Marcel Mauss (1971 : 35).

Il est légitime, en tout cas, de se demander s'il est utile, voire possible, d'opérer une construction globale du projet algérien à l'étape actuelle. Si une telle illusion n'a pas tout à fait reculé, il reste que l'intérêt tend à se porter plutôt vers une sorte de théorie médiane susceptible de permettre des synthèses sectorielles et provisoires et de susciter de stimulants questionnements.

Il s'agit moins de *couler* ses observations dans le *moule de ses opinions*, comme le fait l'intellectuel, selon Ibn Khaldoun (1978, III : 1232), lorsqu'il s'occupe de politique, que de chercher des brèches pour accéder à des niveaux et des pans de la société. Ceci ne semble être possible qu'une fois abandonnée la frénétique fixation sur les *grandes questions*...

A ce propos, il faudrait faire, un jour, le point de cette tendance à la hiérarchisation des objets et à leur classement en thèmes *nobles* et *non nobles*...

C'était oublier sans doute qu'on peut faire venir toute la société, comme dit André-Georges Haudricourt (1987), en étudiant n'importe quel objet.

Dans la phase d'édification de l'Etat-Nation, la tendance était et demeure grande de se situer par rapport aux grandes transformations sociales comme le notait, à juste titre, feu Abdelkader Djeghloul, ces dernières constituent « la trame du fond idéologique à partir de laquelle s'homogénéise le mouvement de masse » (1981 : 2).

Si l'indispensable travail d'objectivation n'exclue nullement l'engagement du sociologue, y compris quand il adopte la position de spectateur, ou celle d'une empathie participante, il demeure permis de penser que son intérêt pour la chose publique l'amène parfois à surestimer son impact pédagogique sur son milieu et sa société.

La tentation demeure toutefois grande, face aux sollicitations, d'abandonner la position d'insatisfaction et de *qalaq* / inquiétude, qui devrait être, à notre sens, celle du sociologue, pour cette « conscience de la puissance » dont parle Alain Touraine (1974 : 18, 29).

Le discours normatif tendrait alors à effacer les frontières, dans une phraséologie commune, entre sociologue, journaliste et simple citoyen, comme le signale Mohamed Kerrou, au point où il est difficile de distinguer le sociologue : « En plus, le discours sociologique juxtapose les faits et les jugements en se faisant passer pour un avis autorisé sur une question obscure que ne saisit pas le commun des mortels. » (1991 : 262).

Mais il est sans doute permis, après bien des vicissitudes et à l'instar d'un Ibn Khaldoun (1978, III : 1230-1233), de tirer des leçons / *'ibar* et de prendre conscience de la spécificité du travail intellectuel.

Références :

- ADDI, Lahouari** (1987), *Etat et pouvoir dans les sociétés du Tiers-Monde. Le cas de l'Algérie*, thèse de Doctorat d'Etat en Sociologie, Paris, E.H.E.S.S.
- ADDI, Lahouari** (1990), *L'impasse du populisme. L'Algérie : collectivité politique et Etat en construction*, Alger, ENAL.
- ADDI, Lahouari** (1995), *L'Algérie et la démocratie. Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1995.
- ANDEZIAN, Sossie** (1993), « Sciences sociales et religion en Algérie. La production contemporaine depuis l'indépendance », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXXII, pp. 381-395.
- AUGE, Marc** (1991), *Un ethnologue dans le métro*, Paris, Hachette, coll. « Textes du XX^e siècle » [1^{re} édit. : 1986].
- AUGE, Marc** (1994), *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier.

- BEDRANI, Slimane**, *Les élections communales dans la daïra d'Aflou*, D.E.S. de Sciences politiques, Alger, 1973.
- BENBERKAT, Houria** (1989), *Terre et potlatch. La réforme agraire dans les sciences sociales. Aperçu critique et définition d'un instrument de recherche*, Oran, URASC, « Etudes et documents » / 2.
- BERQUE, Jacques** (1958), « Droit des terres et intégration sociale au Maghreb », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, XXV, pp. 38-74.
- BERQUE, Jacques** (1970), « Qu'est-ce qu'une identité collective ? », in *L'Orient second*, Paris, Gallimard, coll. « Les Essais » / CLI, pp. 32-48.
- BIAREZ, Sylvie et al.** (1973), *Institution communale et pouvoir politique - Le cas de Roanne*, Mouton, Paris-La Haye.
- BOUKHOBZA, M'hamed** (1991), *Octobre 88. Evolution ou rupture ?*, Alger, Editions Bouchène.
- BOURDIEU, Pierre** (1980), « La « jeunesse » n'est qu'un mot », in *Questions de Sociologie*, Paris, Editions de Minuit, pp. 143-154.
- BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude et PASSERON, Jean-Claude** (1980), *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, Paris, E.H.E.S.S., La Haye, Mouton, 3^e édition [1^{re} édit. : 1968].
- CHAREF, Abed** (1990), Octobre, Alger, Laphomic, 2e édition.
- CHAULET, Claudine** (1987), *La terre, les frères et l'argent : stratégie familiale et production agricole en Algérie depuis 1962*, Alger, OPU (1987), 3 tomes [Thèse de Doctorat d'Etat ès-Lettres et Sciences Humaines, Université René Descartes - Paris V, 1984].
- COLONNA, Fanny** (1991), « Introduction » à « *Sciences sociales, sociétés arabes* », n° spécial, *Peuples méditerranéens*, n° 54-55, janvier-juin, pp. 5-13.
- COLONNA, Fanny** (1996, sous la direction de), « Algérie, la fin de l'unanimisme : débats et combats des années 80 et 90 », *Monde Arabe. Maghreb-Machrek*, n° 154, octobre-décembre.
- CROZIER, Michel** (1980), *Le Mal américain*, Paris, Fayard.
- DE VILLERS, Gauthier** (1978), *Pouvoir politique et question agraire en Algérie*, dissertation doctorale en Sociologie, Université Catholique de Louvain.
- DE VILLERS, Gauthier** (1984), « L'Etat et les classes sociales en Algérie à l'époque du président Boumediène. Réflexions critiques et propositions », *Peuples méditerranéens*, n° 27-28, avril-septembre, pp. 207-232.
- DE VILLERS, Gauthier** (1987), *L'Etat démiurge. Le cas algérien*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et perspectives méditerranéennes ».
- DJGHELOUL, Abdelkader** (1981), *Huit études sur l'Algérie*, *Cahiers du CDSH*, n° 7.
- DURKHEIM, Emile** (1968), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 17^e édition [1^{re} éd. : 1895].
- DURKHEIM, Emile** (1970), « Le dualisme de la nature humaine et ses conditions sociales » (1914), in *La Science sociale et l'action*, Paris, PUF, coll. « SUP / Le Sociologue », n° 18, pp. 314-332.
- ELAIDI, Abdelkrim** (1997), *La Règle et la Stratégie : Acteurs sociaux et mutations agraires. Le cas de l'Algérie*, thèse pour Doctorat d'Etat en Sciences Sociales, Sociologie, Institut de Sociologie, Université d'Oran, 4 volumes, 919 p.
- GOLDMAN, Lucien** (1978), *Sciences humaines et philosophie, suivi de Structuralisme génétique et création littéraire*, Paris, Editions Gonthier, coll. « Bibliothèque Médiations » / 46, Paris [1^{re} édit. : 1966].
- GRAMSCI, Antonio** (1975), *Gramsci dans le texte*, recueil réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant, Paris, Editions Sociales.

- GUERID, Djamel** (1994), « Femmes, travail et société : la société a toujours le dernier mot », communication à l'Atelier « Femmes et développement », organisé par le C.R.A.S.C., en collaboration avec le P.N.U.D., Alger, 18-21 octobre (*Actes de l'Atelier Femmes et développement*, Oran, Editions C.R.A.S.C., 1995, pp. 33-41).
- HADJIDJ, El-Djounid** (1982), *Croissance urbaine et différenciation de l'espace*, thèse de doctorat de 3^e Cycle, Sociologie, Paris.
- HAUDRICOURT, André-Georges** (1987), *Ethnologie de la chambre à coucher*, Paris, Grasset.
- IBN KHALDUN** (1978), *Discours sur l'Histoire universelle, Al-Muqaddima*, trad. de Vincent Monteil, Paris, Sindbad, 3 tomes, 2^e édition.
- KERROU, Mohamed** (1991), « Etre sociologue dans le monde arabe ou comment le savant épouse le politique », *Peuples méditerranéens*, n° spécial « Sciences sociales, sociétés arabes », n° 54-55, janvier-juin, pp. 247-268.
- LAROU, Abdellah** (1982), *L'histoire du Maghreb. Un essai de synthèse*, Paris, François Maspero / coll. « Fondations » (1^{re} édition : 1970).
- LARVIC, URASC** - Université d'Oran (1988), *Problème de méthodes*, Laboratoire de Recherche en Anthropologie de la Vie Quotidienne, octobre, 71 p.
- LECA, Jean ; VATIN, Jean-Claude**, *L'Algérie politique. Institutions et régime*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, « Cahiers de la FNSP » / 197, 1975.
- LENORMAND, Pierre** (1975), *Les transformations des campagnes dans le Djebel Tessala et ses piémonts (Algérie)*, thèse de doctorat de 3^e Cycle, Géographie, Université Paris-Vincennes.
- LEVEAU, Rémy** (1995, sous la direction de), *L'Algérie dans la guerre*, Editions Complexe, coll. « Espace international ».
- LEVI-STRAUSS, Claude** (1995), « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss, in Marcel MAUSS, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 6^e édition, coll. « Quadrige », pp. IX-LII.
- MAUSS, Marcel** (1968), *Essais de sociologie*, Paris, Editions de Minuit [coll. « Points » / 19, 1971].
- MEBTOUL, Mohamed** (1994), *Une anthropologie de la proximité. Les professionnels de la santé en Algérie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Santé et Sciences Humaines.
- MILLS, Wright** (1971), *L'imagination sociologique*, Paris, François Maspero, coll. « Textes à l'Appui / Sociologie » [1^{re} édit. fr. : 1967].
- MUTIN, Georges** (1977), *La Mitidja. Décolonisation et espace géographique*, Alger - OPU, Paris - Editions du CNRS / CRÉSM [Thèse de Doctorat d'Etat, Géographie, Lyon II, 1974].
- OUITIS, Aïssa** (1977), *Les contradictions sociales et leur expression symbolique dans le sétifois*, Alger, S.N.E.D. / C.R.A.P.E. - O.N.R.S.
- OUITIS, Aïssa** (1979), *Le symbolisme « magique » dans le Sétifois*, thèse de doctorat de 3^e Cycle, Paris, E.H.E.S.S.
- SCHWARTZ, Olivier** (1993), « L'empirisme irréductible », postface à Nels ANDERSON, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri* (1923), traduit par Annie Brigant, Paris, Nathan, pp. 265-305.
- SERRADJ, Mohamed** (1975), *L'Union Nationale des Paysans Algériens (UNPA)*, D.E.S. de Sciences politiques, Alger.
- TOURAINÉ, Alain** (1974), *Pour la sociologie*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Points » / 55.
- VIGNET-ZUNZ, Jacques** (1972), *Hommes de l'Onarsenis. Une communauté rurale d'Algérie (Monographie)*, thèse de 3^e Cycle, Ethnologie, Université Paris V - René Descartes.
- VIGNET-ZUNZ, Jacques** (1976), « Présupposés scientifiques de la monographie rurale : une illustration », *La Pensée*, n° 187, juin, pp. 67-73.